



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 14– 2 juin 2021

En bref : élections de mi-mandat ce dimanche 6 juin au Mexique

Les Mexicains sont appelés ce dimanche à aller voter pour les élections les plus importantes depuis fin 2018 : l'ensemble des députés, les gouverneurs de 15 des 32 États de la République, plus de 1900 des près de 2500 conseils municipaux seront désignés.

La confiance des consommateurs mexicains a enregistré une hausse en mai 2021, et se situe désormais à son plus haut niveau depuis février 2020, avant le début de la pandémie de COVID-19. Selon l'indicateur portant sur la confiance des consommateurs (ICC), le Mexique a retrouvé son niveau pré-crise en mai 2021 avec une hausse mensuelle de 0,3 point. Cet indicateur enregistre ainsi son troisième mois consécutif de hausse mensuelle. Par ailleurs l'indicateur est supérieur de 11,5 points du niveau de mai 2020.

Zoom sur : Cuba et l'Argentine renforcent leurs liens économiques et de coopération

Le ministre cubain de la Santé publique et son homologue argentin ont signé, le 28 mai, une lettre d'intention pour la mise en place de coopérations bilatérales dans les domaines de la santé et de la biotechnologie. Cet accord s'appuie notamment sur la volonté des deux pays de collaborer dans le cadre de la vaccination contre le COVID-19 de leur population, mais aussi pour favoriser l'immunisation de la population d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, grâce à l'utilisation des vaccins produits par Cuba. La ministre argentine s'est rendue à La Havane pour une visite officielle du 27 au 31 mai 2021. Elle a notamment été reçue par le Président Diaz Canel.

LE CHIFFRE À RETENIR

42,67 PTS

L'indice de confiance des consommateurs a atteint 42,67 points en mai 2021, le meilleur niveau depuis le début de la pandémie du COVID-19.

En Amérique latine, l'Argentine est le quatrième partenaire commercial de Cuba et le premier pays émetteur de touristes vers l'île, avec plus de 95.000 voyageurs en 2019. En 2017, les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 200 M USD, dont 95% d'exportations argentines vers Cuba.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 2 juin, le Mexique enregistrait 228 146 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +2,6% en une semaine. 2 423 928 cas confirmés ont été enregistrés (+0,9% en une semaine).

Passage au feu vert imminent de la ville de Mexico. Dans un contexte de poursuite d'amélioration de la situation dans le pays en général et dans la capitale en particulier, la Maire de la ville de Mexico pourrait annoncer en fin de semaine le passage de la ville en feu vert épidémiologie, ce qui permettra un quasi retour à la normale, et la réouverture progressive des écoles.

2 FINANCES PUBLIQUES

La responsable du Service de l'administration fiscale (SAT), Raquel Buenrostro, a présenté vendredi les détails d'une réforme visant le transport de fret qui permettra d'augmenter les recettes fiscales de 7,5 Mds USD par an. Cette réforme vise à créer un document légal appelé « Carta Porte » pour améliorer la traçabilité et la légalité des biens échangés par fret avec les Etats Unis notamment. Environ 60 % des marchandises transportées par camion sont illégales. Cette mesure entrera en vigueur à partir du 1^{er} juin 2020, mais elle bénéficiera d'une période de "tolérance" de 120 jours. Raquel Buenrostro a

souligné que ce nouveau document, en plus d'aider à la collecte, renforcera l'économie formelle, car il générera une concurrence réelle et découragera le transport de marchandises d'origine illicite ou la contrebande.

La hausse du prix du pétrole fait augmenter les recettes de l'Etat mexicain. Dans son rapport sur les finances publiques et la dette publique du mois d'avril, le Secrétariat des finances et du crédit public (SHCP) a annoncé qu'au cours des quatre premiers mois de l'année les recettes fiscales avaient atteint la somme de 99,4 Mds USD (soit 2,7 Mds USD supplémentaires à ce qui était prévu dans le projet de loi des Finances pour l'année 2021). Ainsi, au cours des quatre premiers mois de l'année, les recettes fiscales ont augmenté de 2,4% g.a en termes réels. Le Centre d'études économiques et budgétaires (CIEP) a noté que les recettes budgétaires ont augmenté de 2,4% g.a en termes réels grâce aux recettes pétrolières qui ont augmenté de 64,8% g.a en termes réels, pour atteindre 13,5 Mds USD. Ceci s'explique par le fait que le prix du baril mexicain a clôturé le mois d'avril à 53,6 USD par baril, soit 27,8% de plus que le prix prévu dans le projet de loi des Finances pour 2021.

3 ECONOMIE

Au premier trimestre de l'année 2021, le Mexique a capté 499,4 M USD d'investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur énergétique (soit une contraction de 10,5% g.a). Depuis 2019 les IDE dans le secteur de l'énergie ont affiché un recul de l'ordre de 14,3%. Alors qu'au T1 2019 l'énergie représentait 5,8% du total des IDE reçus

par le Mexique, cette proportion est désormais à 4,2% des IDE totaux. Ainsi, le secteur énergétique se classe au cinquième rang des secteurs les plus importants pour les IDE, derrière l'industrie manufacturière (qui regroupe 46,6% des IDE), les services financiers (14,6%), l'industrie minière (13,9%) et le commerce (11,5%).

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a amélioré lundi ses prévisions de croissance pour l'économie mexicaine pour l'année 2021, qui passent de 4,5 % à 5 %. Cette amélioration est due principalement aux anticipations d'une hausse des exportations de produits manufacturés vers les États-Unis. Pour 2022, l'amélioration de la prévision du PIB a été de 0,2 point, à 3,2 %. L'accélération de la campagne de vaccination est essentielle pour relancer la reprise selon les analystes de l'OCDE.

Le Trésor mexicain a revu à la hausse la prévision de croissance du PIB pour 2021, qui s'établit à 6,5%. Le Ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP) s'attend désormais à une croissance de l'ordre de 6,5% pour l'année 2021, du fait de l'avancée de la campagne de vaccination et la révision à la hausse de la croissance du PIB au T1 2021.

Les remesas (transferts de fonds des migrants) ont connu une hausse de 39,1% g.a en avril, sa plus forte hausse depuis décembre 2003. Selon la Banque centrale, les transferts de fonds ont atteint 4,47 Mds USD au quatrième mois de cette année 2021, contre 2,91 Mds USD en avril 2020. Au cours des quatre premiers mois de l'année, les transferts de fonds des migrants ont atteint 14,6 Mds USD, soit une hausse de 19,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Récupération de la population active. La population active a atteint 57,5 M de travailleurs en avril 2021. La crise économique engendrée par la pandémie de COVID-19 avait conduit à la sortie du marché du travail de 12,6 M de personnes. Cependant, de mai 2020 à avril 2021 la population active a récupéré un total de 12,7 M de personnes (78 600 personnes supplémentaires). Par ailleurs, le Mexique a récupéré 93% de la population occupée (12,1 M d'emplois récupérés depuis le début de la pandémie, d'un total de 13 M d'emplois perdus). La population employée dans l'informalité s'élevait quant-à-elle à 30,5 M de personnes au cours du mois d'avril 2021 (55,6% des travailleurs mexicains exercent leur activité dans le secteur informel), contre 47,9% en avril 2020.

Les exportations mexicaines de certains fruits et légumes vers le marché américain ont un impact sur les prix de ces aliments au Mexique, selon une étude de Banxico. Le rapport souligne l'effet de la demande étatsunienne sur les prix à la consommation des produits agricoles mexicains. Les résultats montrent pour de nombreux produits qu'une hausse de 1% des exportations vers les États-Unis a pour conséquence une hausse plus que proportionnelle des prix au Mexique. Pour les tomates la hausse des prix au Mexique équivaut à 1,4% (pour une hausse de 1% des exportations de tomates vers les États-Unis), pour les bananes de 2,1%, pour le citron la hausse atteint 1,8% et pour les oignons 1,7%, entre autres. Ainsi, cette étude pourrait expliquer la hausse récente des prix des biens agricoles au Mexique et aide à comprendre les dynamiques de l'inflation dans le pays.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

L'agence Moody's a abaissé la note principale de la raffinerie de Deer Park, qui a été acquise par Pemex cette semaine, de Baa2 à Baa3, avec la

possibilité d'une nouvelle révision à la baisse. La note "Baa3" est la dernière étape avant la catégorie spéculative selon le classement de Moody's. L'abaissement à Baa3 intervient moins d'une semaine après le rachat de Pemex de la raffinerie texane à Shell.

économique du pays, les différentes enquêtes relatives à la confiance du consommateur, indiquent que le costaricien pense avant tout à épargner son revenu disponible. En effet, pour 71% de costariciens, le moment n'est pas approprié pour acquérir des biens de consommation tels que des voitures, des meubles, des télévisions, ... Tant la perte de pouvoir d'achat que l'incertitude sur la situation économique du pays motivent cette stagnation de la consommation. A ce propos, les prévisions de l'OCDE montrent que le Costa Rica est le sixième pays, après l'Espagne, qui mettra le plus de temps avant de revenir à des niveaux de PIB atteints avant la pandémie. Rodrigo Cubero, Président de la Banque Centrale avait notamment prévu au début de la crise que la chute de la consommation serait un des facteurs les plus aggravants de la baisse de l'activité économique. L'autorité monétaire indique une variation sur un an de -6% de la consommation des ménages costariciens.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 02/06/2021
Bourse (IPC)	+3,35%	+32,24%	50 749,64 points
Taux de change USD/MXN	+0,10%	-7,48%	19,93
Taux de change EUR/MXN	+0,90%	-0,58%	24,46
Prix du baril mexicain	+2,55%	+101,73%	64,40

La situation financière de l'Etat costaricien, bien que critique, n'atteint cependant pas les prévisions prévues par les autorités. La crise sanitaire et économique a contribué à la détérioration rapide des finances publiques du Costa Rica. Le déficit public est passé de 6,7% à 8,1% du PIB, quant à la dette publique, elle est passée de 56% à 68% du PIB entre 2019 et 2020. Néanmoins, les prévisions des autorités costariciennes étaient encore plus alarmantes, et le Costa Rica semble avoir réussi à contenir, tant bien que mal, la situation de ses finances publiques, notamment par la mise en place d'une politique de maîtrise des dépenses publiques. La réduction des dépenses publiques s'est ainsi concentrée sur les dépenses d'investissement, dont la croissance réelle entre 2019 et 2020 est passée de 49,9% à -38,2%.

Amérique centrale

1. Costa Rica

La perte de pouvoir d'achat et l'incertitude économique paralysent la consommation au Costa Rica. Alors que stimuler la consommation, comme source principale de croissance, est nécessaire pour relancer la croissance

Selon l'OCDE, la reprise économique du Costa Rica est en bonne voie. La relance de l'activité économique dépendra grandement de la mise en place de réformes tant économiques que sociales, initiées dans le cadre du processus d'adhésion à l'OCDE. Aujourd'hui 38ème membre de l'OCDE, l'organisation appelle le

Costa Rica à parvenir à mettre en œuvre une politique d'assainissement des finances publiques ainsi qu'à adopter le projet de loi relatif à l'emploi public, deux réformes essentielles à la relance de l'économie. L'OCDE estime une augmentation progressive de la croissance costaricienne : 2,5% en 2021, puis 3,4% en 2022, celle-ci soutenue principalement par une demande externe des partenaires commerciaux.

2. El Salvador

El Salvador reste sur la liste noire pour la huitième année consécutive des pays ne respectant pas les conventions de l'Organisation Internationale du Travail. Le pays a notamment enfreint les conventions de l'organisme sur la liberté d'association, sur la consultation tripartite et la liberté syndicale. Le rapport de l'OIT souligne par ailleurs les actions du gouvernement pour dénigrer l'activité de l'Association nationale des entreprises privées (ANEP), première association entrepreneuriale du pays et plus précisément son Président, Javier Simán. Le nouveau gouvernement a notamment ordonné aux fonctionnaires l'arrêt du dialogue avec l'ANEP et le Ministère du travail n'a jamais reconnu la présidence de Javier Simán. Le Ministère du travail remettra à l'OIT prochainement un rapport pour définir les actions et bonnes conduites qu'elle entend réaliser pour améliorer la situation des travailleurs dans le pays.

3. Guatemala

Au 29 mai, le Guatemala occupe l'avant-dernière place (devant le Honduras) du continent américain en pourcentage de la population ayant reçu une et deux doses de vaccin contre la Covid-19 avec respectivement 2% et 0,28% de sa population. Le Président a justifié ces faibles taux en fustigeant les « pays riches » s'accaparant la

grande majorité des vaccins et en soulignant la situation dramatique en Inde, pays normalement pourvoyeur de doses. Les comparaisons avec les autres pays mettent cependant au premier plan des défaillances internes d'organisation et de passation de contrats car El Salvador a déjà vacciné entièrement 11% de sa population, le Costa Rica 12% et le Panamá 8%. Le Nicaragua n'a communiqué aucun chiffre relatif à la vaccination de sa population.

Le Président Giammattei a exercé son droit de veto suite au passage de la Loi sur les marchés publics par le Congrès, fortement critiquée par les acteurs du secteur privé, les cercles de réflexion et les membres de la société civile pour son affaiblissement de la transparence des dépenses publiques. Les municipalités avaient quant à elles poussé le projet, leur permettant plus de liberté d'action sur leurs dépenses. Le Président a demandé des modifications à la loi afin qu'elle ne soit applicable que par les communes et non plus par le gouvernement central.

4. Honduras

Le déficit commercial du Honduras s'est élevé à 1,6 Md USD au T1 2021, en hausse de 35% g.a. La Banque centrale précise que la dégradation de l'indicateur est due à la hausse de 18% g.a. des importations concordant avec la reprise des secteurs de la construction, du commerce et de l'énergie. Les exportations ont quant à elles augmenté de 1,9% g.a notamment grâce à la bonne tenue du cours de l'or et des autres minerais. Par région, les Etats-Unis restent le premier partenaire commercial, comptant pour 32% des exportations et 33% des importations. L'excédent avec l'Europe au premier trimestre a atteint 145,7 MUSD en baisse de 30% g.a. principalement en lien avec la difficile récolte de café due aux ouragans de novembre et à la baisse des exportations de sucre.

L'agence de notation Standard & Poor's envisage une « croissance économique stable et attractive pour l'investissement, malgré la pandémie et les conséquences des deux ouragans en 2020 ». L'agence précise maintenir sa note de crédit à BB- avec une perspective stable. Le rapport souligne les progrès réalisés par le gouvernement dans les politiques d'assainissement budgétaire malgré sa grande dépendance aux sources de financement externes notamment des bailleurs.

5. Nicaragua

Le cercle de réflexion Funides prévoit une croissance de 3,7% g.a. du PIB 2021, soit au-dessus de la fourchette de la Banque centrale de 2,5% à 3,5%. Ce rebond reste toutefois à mettre en perspective avec la perte cumulée de 8,9 pp depuis 2018 soit l'équivalent de 1,25 Md USD de PIB. L'étude de la Funides précise par ailleurs que le déficit de la sécurité sociale devrait doubler en 2021 g.a. pour atteindre 230 MUSD et que l'investissement privé devrait connaître une croissance de 7,5% g.a. Enfin, les *remesas* ont continué à affluer au premier trimestre atteignant 500 MUSD, en hausse de 18% g.a.

Selon la Banque centrale, les recettes issues du secteur touristique ont plongé de 61,5% passant de 515,3 MUSD en 2019 à 198,5 MUSD en 2020. Le nombre de personnes entrant au Nicaragua a baissé de 67% g.a. soit 980 000 personnes de moins. Dès lors, le tourisme national a représenté 76% de l'activité en 2020. Le rebond en 2021 dépendra en premier lieu de l'amélioration de la situation sanitaire et de la réouverture des vols avec le pays. Aeroméxico vient d'ailleurs d'annoncer la réouverture de la ligne à compter du 1^{er} juillet, venant compléter les offres de COPA, Avianca et Eastern.

6. Panama

L'activité commerciale de la zone franche de Colon (ZLC) enregistre une augmentation de 26 % en avril 2021. La zone France de Colon, après avoir subi un arrêt total de ses activités, et connu une perte de revenus de plus de 20% en 2020, semble, en 2021, retrouver une activité commerciale soutenue. Au premier trimestre 2021, les importations ont enregistré un total de 2,5 M UDS, soit une augmentation de 21% par rapport à l'année dernière. S'agissant des réexportations, celles-ci totalisent les 3,5 Mds USD, ce qui représente une hausse de 30,7% par rapport à 2020. Néanmoins, malgré cette reprise, l'activité de la zone franche se situe à 7,8% en dessous des résultats enregistrés sur l'année 2019, autrement dit avant la pandémie. Par ailleurs, la zone franche enregistre à fin 2020 un solde total de 14,7 Mds USD, soit 3,8 Mds UDS de moins que l'activité enregistrée en 2019. Afin de relancer les transactions commerciales, et d'attirer de nouvelles entreprises au sein de la Zone, le Gouvernement panaméen porte aujourd'hui plusieurs projets de réformes relatifs à l'attractivité de la zone franche de Colon. Est actuellement en discussions sur les bancs de l'Assemblée Nationale, un projet de loi qui envisage que les multinationales qui souhaitent s'installer au Panama sous le régime des services manufacturiers (EMMA), puissent opérer dans la zone franche de Colon. Egalement, le Gouvernement a récemment aligné le régime juridique applicable aux les entreprises opérant dans la ZLC, à celui de la zone économique exclusive de Panama Pacífico, afin de permettre notamment aux entreprises de Colon d'embaucher au maximum 15% de travailleurs étrangers (le droit commun des entreprises fixant la limite de 10% de travailleurs étrangers). Malgré ces avantages octroyés, la ZLC recommande au Gouvernement de baisser les impôts sur les sociétés, ainsi que de réinvestir dans la province de Colon une partie des revenus de la Zone perçus par l'Etat.

Les investisseurs étrangers s'intéressent au secteur de l'immobilier panaméen. Le programme « Résidence permanente pour les

investisseurs qualifiés » mis en place en octobre 2020 (décret n°722) par le Ministère de l'Intérieur panaméen a pour objectif d'attirer les investisseurs étrangers et de dynamiser des secteurs économiques clefs tels que l'immobilier et la construction. Ce programme contient notamment des mesures incitatives à savoir, la possibilité pour un investisseur étranger d'investir facilement dans des propriétés immobilières pour un montant minimum de 300 000 USD ou encore la possibilité d'acheter des titres à la Bourse de Panama pour un montant minimum de 500 000 USD. Depuis janvier 2021, le programme a certifié cinq investisseurs étrangers, notamment dans les secteurs de l'immobilier et les dépôts bancaires, pour un montant total de plus de 2 M USD.

Les exportations panaméennes ont augmenté de 54,2% au premier trimestre 2021. Les exportations ont connu une augmentation de 283 M USD en valeur, et atteignent un total de 806 M USD. Cette augmentation est notamment portée par les exportations de cuivre qui enregistrent une hausse de 83,1%, soit 636,6 M USD entre janvier et mars 2021. Plus de 60% de la matière première est envoyé en Chine et au Japon.

La corruption est un obstacle à la qualification des risques par les agences de notation. L'absence de contrôle de la corruption au Panama est un facteur qui pèse de manière négative sur l'analyse des risques effectuée par les agences de notation. Par exemple, afin d'évaluer le profil de crédit d'un pays, l'agence de notation Moody's prend en compte les atouts tant économiques et fiscaux, qu'institutionnels. Au sein des atouts institutionnels, les indicateurs de gouvernance, d'efficacité du gouvernement et de respect des lois sont, regardés et analysés.

1. Cuba

Premier bilan cinq mois après l'unification monétaire. Le 1^{er} janvier 2021, l'unification des monnaies et des taux de change était enfin mise en œuvre à Cuba dans le cadre d'une série de réformes plus large incluant également une réforme du système des prix et des salaires. Le processus permettrait à l'économie cubaine de gagner en productivité et en compétitivité, même si de nombreuses entreprises publiques connaîtraient dans un premier temps d'importantes difficultés.

Cinq mois après sa mise en place, le ministre cubain de l'économie a indiqué que l'un des premiers résultats positifs a été la réinsertion professionnelle de plus de 150 000 cubains sans emplois, même dans le contexte actuel de crise sanitaire. De même, selon le ministre, à la fin du premier trimestre 2021, près de 500 entreprises publiques seraient déficitaires, alors que 1 300 autres sociétés d'état auraient réalisé globalement 41 Mds CUP de bénéfices, soit 1 700 M USD.

Pour sa part, l'inflation, certes prévue et anticipée, a cependant dépassé les attentes des autorités locales avec une estimation de près de 500%. Avec peu de références officielles au phénomène, une « inflation réprimée » est observée: les produits disparaissent du réseau de vente officiel pour se retrouver sur les marchés informels à des prix bien supérieurs.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 2 juin 2021</i>
Costa Rica	323 598 <i>Décès : 4 098</i>
Cuba	145 567 <i>Décès : 985</i>
Guatemala	257 167 <i>Décès : 8 214</i>
Haïti	14 931 <i>Décès : 321</i>
Honduras	239 428 <i>Décès : 6 403</i>
Jamaïque	48 638 <i>Décès : 951</i>
Nicaragua	7 481 <i>Décès : 187</i>
Panama	379 506 <i>Décès : 6381</i>
El Salvador	73 702 <i>Décès : 2 255</i>
République dominicaine	297 119 <i>Décès : 3 642</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>